

## L'extractivisme organique en Bolivie

### De la lutte contre le néo-libéralisme aux luttes pour l'accès aux ressources naturelles

**L**a Bolivie connaît un « retour de l'État » sous la présidence d'Evo Morales (2005-2019). En promouvant une centralisation politique et une étatisation de l'économie, celui-ci a généré de nouvelles concurrences pour le contrôle des ressources naturelles, en cherchant à imposer le niveau national à la circulation locale/globale établie par le modèle néolibéral dans les années 1980 [Perrier-Bruslé, 2015]. Ce « retour de l'État » pose dès lors la question de qui participe à l'extraction des ressources et qui en bénéficie [Marston & Kennemore, 2019], et plus généralement qui les possède [Graber & Locher, 2018] et qui y a accès [Ribot & Peluso, 2003]. Cet article propose d'analyser ces concurrences à partir de l'étude des formes d'auto-gestion des ressources minières dans le Nord Potosí (coopératives minières) et hydriques à Cochabamba (coopératives urbaines, associations d'irrigants)<sup>1</sup>. Il

---

\* Chargé de recherche à l'IRD-UMR Sens.

1. Dans le Nord Potosí, nous réalisons des enquêtes depuis 2006, notamment dans le cadre d'une thèse soutenue à l'IHEAL en 2013. Cet article se base sur plusieurs visites dans les mines du Nord Potosí et une quinzaine d'entretiens réalisés avec des mineurs (des coopératives et des mines nationalisées) et des représentants de l'État (ministère des Mines, Autorité juridictionnel administrative minière-Ajam). Sur la question hydrique à Cochabamba, nous nous appuyons sur une étude réalisée avec l'Agence française de développement (AFD/Creda) à Sacaba en 2018. Nous y avons réalisé plusieurs visites des systèmes d'irrigation et d'eau potable, ainsi qu'une trentaine d'entretiens avec des membres des coopératives, des systèmes d'irrigation et des représentants municipaux (Sacaba, Cochabamba) et de l'État (ministère, Senasba, Service de gestion intégral de l'eau du département de Cochabamba, Service départemental des bassins-versants de Cochabamba).

prend en compte les « territoires de l'économie » et l'« économie des territoires » qui façonnent les relations de pouvoir et les constructions identitaires [Mazurek & Arreghini, 2006, p. 74], ainsi que la matérialité de la nature et de ses formes d'appropriation [Perreault, 2013].

La Bolivie est traversée par un rêve *eldoradiste* de développement national sur la base de ses ressources naturelles. Associé aux traumatismes passés du pillage dont a été victime le pays, ce rêve a influencé les engagements d'Evo Morales sur le thème de la nationalisation des hydrocarbures [Lacroix & Le Gouill, 2019, p. 91-96]. Le gouvernement s'est montré néanmoins beaucoup plus modéré quant à la gestion des autres ressources naturelles, notamment minières et hydriques. Concernant les premières, les rares « nationalisations » de gisements sont plus le fruit d'un « capitalisme politique » visant à atténuer les tensions sociales plutôt qu'à porter un projet économique [Oporto, 2013, p. 33]. Le secteur minier a en effet été au cœur de la plupart des conflits des présidences Morales [Do Alto, 2018], et la nouvelle loi Minière de 2014 fut justement contestée du fait de l'absence de régulation étatique [Le Gouill, 2016]. Concernant la seconde, si la création d'un ministère de l'Eau en 2006 a marqué une volonté nouvelle de placer cette ressource au centre de la politique, il n'existe néanmoins toujours aucune loi de l'Eau en Bolivie [Poupeau *et al.*, 2019, p. 58] et la politique gouvernementale en la matière fut souvent contestée, comme durant la crise de l'eau à La Paz en 2016 [Le Gouill *et al.*, 2020], ou autour du projet Misicuni à Cochabamba [Regalsky, 2015].

Les ressources minières et hydriques sont celles qui ont généré parmi les plus grands *turn-overs* au sein des ministères. Le ministère des Mines a connu pas moins de sept ministres entre 2006 et 2014, en alternance entre ceux issus du secteur étatique de la Comibol et ceux des coopératives minières. Celui de l'eau a disparu en 2009 avec son rattachement au ministère de l'Environnement et huit ministres s'y sont succédé, la majorité provenant du milieu universitaire. L'hypothèse de cet article est que cette difficulté à proposer une politique souveraine sur ces ressources s'explique par l'historicité de leur exploitation. En effet, à la différence des hydrocarbures découverts dans les années 1990, et qui n'ont jamais généré de modes de gestion communautaires, les ressources minières et hydriques portent une dimension économique et symbolique importante pour de nombreux habitants [Absi, 2003; Poupeau, 2011]. Elles sont associées à des formes de gestion communautaires reposant sur un ensemble de savoirs, de pratiques et d'infrastructures d'autant plus importantes que l'État s'est désengagé historiquement de leur gestion [Thompson Hines, 2015], ou qu'il a laissé certaines autonomies s'installer [Absi, 2011]. En nous appuyant sur les travaux de Ribot et Peluso sur les facteurs d'« accès » aux ressources naturelles [2003], nous montrerons que ces infrastructures sont à l'origine de l'« extractivisme organique » que nous définissons comme les revendications corporatistes portées par les organisations sociales sur les ressources naturelles, au nom d'une appartenance à une organisation et à un territoire. Cet « extractivisme



organique» acquiert une légitimité historique par le contrôle des infrastructures d'extraction et de circulation des ressources, tout en générant des phénomènes d'exclusion que nous présenterons dans cet article<sup>2</sup>.

Ce concept permet de rompre avec les lectures courantes de l'aspect «organique» en Bolivie, souvent perçu comme la base de l'articulation de l'instrument politique du Mouvement vers le socialisme (MAS) d'Evo Morales avec les mouvements sociaux boliviens [Do Alto, 2008, p. 28], voire comme un «capital» indispensable à l'émergence des leaders sociaux [Le Gouill, 2015, p. 166]. Par l'introduction de cet «extractivisme organique», nous souhaitons montrer que les difficultés de gestion du gouvernement sur le thème des ressources naturelles ne proviennent pas tant de ses incohérences ou incompétences, mais plutôt des dynamiques et stratégies de résistance des organisations sociales aux projets étatiques. Nous montrerons ainsi que le principal changement qu'a connu la société bolivienne avec la victoire d'Evo Morales est le passage d'un front commun des organisations sociales contre le dénommé «néolibéralisme» à une lutte entre ces organisations sociales pour l'accès aux ressources naturelles.

## Savoirs et pratiques populaires d'extraction des ressources

L'eau et les minerais ont la particularité d'avoir généré en Bolivie des formes d'autogestion, bien que l'usage de ces ressources soit distinct. L'eau est une ressource vitale (même si un marché de l'eau peut apparaître) dont l'octroi dépend d'«us et coutumes»<sup>3</sup> parfois anciennes et d'une technicité contrôlée par les habitants, grâce à un apprentissage et à des pratiques de longue date. Les minerais quant à eux sont quasi exclusivement destinés au marché et, si des formes

2. Si le concept d'extractivisme est couramment employé dans le contexte minier, il l'est beaucoup moins pour la ressource hydrique dont la problématique est généralement perçue comme une externalité négative du premier. Pourtant, si l'on excepte la dimension d'export associée à l'extractivisme [Gudynas, 2009; Acosta, 2013], l'eau en Bolivie n'échappe pas aux logiques extractives : recherche de nouvelles sources privilégiée à une gestion plus raisonnée de la consommation, avec un rôle accru de l'État à des fins de redistribution (selon le modèle néo-extractiviste) [Le Gouill *et al.*, 2020]; commercialisation de la ressource à la fois depuis l'État (avec son projet de développement des infrastructures promouvant «l'eau pour tous») et par les organisations sociales (dans la distribution de la ressource entre secteurs – communautés, irrigants, coopératives), avec parfois des demandes de redevances par les communautés pour le droit d'exploitation des sources et des rivières sur leurs territoires, selon le modèle des ressources minières; conflits de droits de propriété et fragmentation territoriale du fait que les flux de l'eau redéfinissent les flux du pouvoir et les territoires; importants flux financiers internationaux pour la recherche de nouvelles sources hydriques (projet Misicuni) [voir *infra*, Regalsky, 2015; Thompson Hines, 2015]; impacts environnementaux, du fait de la multiplication des puits qui affectent la nappe phréatique de Cochabamba [Durán, 2016]; accès à l'eau associé à la lutte contre la pauvreté et au progrès, ce qui légitime certains projets d'ampleur et d'accaparement des terres à des fins de développement (projet Misicuni).
3. Les «us et coutumes» renvoient sur la question hydrique aux accords et obligations communautaires qui régulent le partage de l'eau entre communautés.

d'apprentissage et de techniques traditionnelles existent, elles restent d'autant plus limitées que les minerais sont non renouvelables – à la différence de l'eau – et nécessitent des investissements technologiques toujours plus importants à mesure que la ressource s'épuise.

## Les ressources minières dans le Nord Potosí

Nos enquêtes dans le Nord Potosí depuis 2006, sur les questions identitaires et les conflits politiques pour le contrôle des ressources, nous ont amené à pénétrer le monde souterrain des mines et à nous intéresser aux formes d'organisation de l'activité minière. Insérée dès la colonisation espagnole dans l'économie mondiale, la région compte près de 400 mines, avec deux centres historiques de production : Colquechaca-Aullagas, exploité dès la colonisation espagnole ; Catavi-Llallagua-SigloXX-Uncia, découverts à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, qui firent la richesse des « barons de l'étain »<sup>4</sup>, avant d'être nationalisés en 1952, puis de tomber en déclin avec leur privatisation en 1985 [Lavaud, 1991]. À la suite de cette dernière, les travailleurs des mines s'organisent en coopératives pour exploiter les gisements de manière autonome, en mobilisant leurs savoirs et pratiques pour poursuivre leur activité aux marges du modèle économique dominant, tout en cherchant à l'intégrer (voir *infra*). Si ces coopératives minières ont été soutenues pour concurrencer le discours politique de l'organisation syndicale des mineurs ou pour absorber la main-d'œuvre exclue de la Comibol [Marston & Perreault, 2017, p. 260], cette pratique artisanale d'extraction s'est construite depuis la colonisation espagnole à travers le *jukeo* (le vol de minerais pratiqué par les *jukus*) ou le *kajcheo* qui permettait, à la suite d'un accord avec le patron, aux *kajchas* d'extraire le minéral et de le commercialiser à leur propre compte [Absi, 2011, p. 6].

Les coopératives sont reconnues par la loi générale des sociétés coopératives de 1958 qui les définissent par l'égalité des droits et des obligations des partenaires en termes de gestion démocratique, de contrôle social et de limitation d'intérêt du capital. Du fait de leur « caractère social », elles sont exemptées de normes environnementales et de travail, du moins jusqu'en 2016 quand le droit de syndicalisation a été introduit. Dans les galeries, elles se caractérisent néanmoins par l'individualisme de leurs membres, par l'existence de hiérarchies et de formes d'exploitation [Michard, 2008 ; Francescone & Diaz, 2013]. De ce fait, les coopérativistes ont pu être assimilés à la « nouvelle bourgeoisie » de l'industrie minière [Crabtree & Chaplin, 2013, p. 133]<sup>5</sup>. Leurs pratiques ne peuvent ainsi

4. Nom donné aux trois magnats de l'étain (Simon Patiño, Félix Aramayo et Moritz Hochschild) qui possédaient les plus grandes compagnies productrices de ce minéral du pays, produisant près de 20 % de l'étain au niveau mondial.

5. Il est important de préciser que toutes les coopératives ne fonctionnent pas sur le même modèle. Certaines comptent plusieurs centaines de membres avec une hiérarchie bien établie, d'autres réunissent quelques membres provenant des communautés avoisinantes (parfois de manière excluyente) selon un modèle plus communautaire.



être associées à une vision idyllique des espaces péricapitalistes; elles révèlent davantage une forme plus poussée d'exploitation, du fait de l'absence de Code du travail et des inégalités qui les structurent, avec l'emploi de *peones*: des travailleurs journaliers ne possédant pas les mêmes droits que les membres de la coopérative.

Les mineurs coopérativistes se comptent aujourd'hui par milliers<sup>6</sup>. Ils ont une forte influence politique et leur poids économique reste important au niveau local, même s'il ne l'est plus au niveau national. L'économie minière est néanmoins fragmentée entre différents secteurs en concurrence pour le contrôle des gisements [Le Gouill, 2016]. On y trouve, dans le Nord Potosí comme ailleurs en Bolivie, le secteur étatique de la Comibol (mines de Mallku Khota et Amayapampa), le secteur des coopératives minières, dont les plus importantes se situent à Uncia-Llallagua, et le secteur indigène qui, bien qu'il ne soit pas reconnu comme «acteur minier» par la loi Minière de 2014, cherche à contrôler certains gisements – comme cela s'est produit dans le Nord Potosí à Uncia en 2005 et à Mallku Khota en 2012 [Le Gouill, 2016]. Seul le secteur privé international n'est plus présent dans la région depuis les nationalisations de Mallku Khota (2012) et de Amayapampa (2017).

Une «compétitivité territoriale» s'est ainsi développée entre les différents secteurs miniers, «fondée sur une division nationale du travail, une compétition pour les investissements étrangers, et des facteurs d'externalités différentiels» [Mazurek & Arreghini, 2006, p. 82]. Une forme particulièrement visible de cette compétitivité est la multiplication des vols de minerais par les dénommés *ninjas* (ou *jukus*) des coopératives du Nord Potosí dans la mine de la Comibol de Huanuni, comme le témoigne un travailleur coopérativiste de Llallagua :

«Beaucoup vont à Huanuni, ils vont de type *jukeo*, mais maintenant Huanuni est militarisé. Mais je te le dis, le minerai de Huanuni arrive ici, mais ils font croire qu'il vient d'ici. Une commission est venue de La Paz pour vérifier d'où vient le minerai. Tu peux perdre ta personnalité juridique! [si elle découvre que le minerai vient de Huanuni] Les *jukus* peuvent faire venir une tonne de Huanuni! [...] Le minerai de Huanuni est noir, bronze, il est meilleur. Ici aussi nous avons du bon. Nous le mélangeons, et il devient normal [rire]» (Entretien personnel, Llallagua, 2018).

À l'opposé de l'image romantique du «natif écologique» luttant contre l'exploitation des ressources naturelles [Ulloa, 2007], les Andes boliviennes révèlent davantage une complémentarité historique entre activités agricole et minière [Godoy, 1990], si bien que cette dernière y est très faiblement contestée malgré les pollutions générées par cette activité dans la région depuis plusieurs décennies, voire des siècles. Le modèle des coopératives permet à la main-d'œuvre

6. Créée en 1987, la Fédération régionale des coopératives du Nord Potosí réunit 16 coopératives et compte 4 000 membres [Marston & Kennemore, 2019].

indigène de s'insérer à l'économie minière – comme membres de la coopérative ou comme *peones* – du fait que ces coopératives offrent une certaine liberté de temps de travail, compatible avec l'activité agricole :

« Dans une entreprise, comme dans les autres pays, il y a des horaires de travail, il y a un contrat avec l'entreprise; elle te paie selon les accords qu'il y a avec l'entreprise. Mais ici, la coopérative, c'est libre. Si je veux m'en aller, je m'en vais, personne ne m'oblige. Selon l'estomac fonctionne la coopérative : si tu as besoin, tu travailles quatre, cinq, dix, huit heures. Si tu n'as pas besoin, tu n'entres pas, personne ne t'oblige. Cela est le désavantage de la coopérative, elle nous a rendus à la fois faibles et vicieux! » (Entretien avec un coopérativiste, coopérative 20 de Octubre, Llallagua, 2011).

PHOTO 1. ENTRÉE DE L'UNE DES MINES DE LLALLAGUA, GÉRÉE PAR LES COOPÉRATIVES



*Photo de l'auteur, Llallagua, 2018.*

Le travail des coopérativistes renvoie également au culte du diable de l'infra-monde indigène, aux pratiques rituelles et aux fêtes qui jouent un rôle central dans la construction du groupe social des mineurs [Nash, 1979; Absi, 2003]. L'hégémonie acquise par les coopératives minières dans le Nord Potosí est ainsi obtenue par la reconnaissance légale et par ces pratiques informelles et culturellement intégrées [Marston & Perreault, 2017, p. 263]. Elle est cependant mise à mal par l'absence de technologie adaptée. Les infrastructures héritées de la Comibol (photo 1) sont aujourd'hui vétustes et ne permettent plus d'assurer la productivité





et la sécurité du travail. Destinées au marché international, les ressources minières sont davantage affectées que la ressource hydrique par ces relations de pouvoir, et ce d'autant plus que leur caractère non-renouvelable nécessite des investissements technologiques pour rester rentable. Ce qui caractérise les coopératives est leur incapacité à innover, alors même que l'innovation est le facteur principal de leur développement [Mazurek & Arreghini, 2006, p. 84].

### La ressource hydrique à Cochabamba

À Cochabamba, l'eau est historiquement une « ressource stratégique politiquement disputée » [Zegada & Bustamante, 2016, p. 128] depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle entre les *hacendados* (propriétaires terriens), les *piqueros* (petits paysans propriétaires) et les nouvelles élites urbaines [Larson, 1992 ; Thompson Hines, 2015]. À la suite de la réforme agraire de 1953, le démantèlement des *haciendas* conduit à un partage des eaux « en usage commun » pour les paysans irrigants qui remplacent les anciennes élites rurales dans la négociation avec les élites urbaines pour le contrôle de la ressource. Avec l'urbanisation croissante, ces irrigants participent peu à peu à la construction des coopératives et comités de l'eau urbains, en destinant leurs réseaux d'irrigation non plus à l'agriculture mais à l'approvisionnement des quartiers en eau potable, du fait de l'incapacité de l'État et des municipalités de l'aire métropolitaine de Cochabamba à étendre le réseau public. La Constitution politique de l'État (CPE) de 2009 modifie une nouvelle fois le rapport de force, en faveur cette fois-ci des communautés indigènes d'altitude qui revendiquent la propriété des lagunes situées sur leur territoire<sup>7</sup>.

Il existe ainsi aujourd'hui plusieurs formes d'auto-organisation de l'eau en concurrence pour l'accès à la ressource : paysans irrigants, coopératives urbaines et communautés indigènes d'altitude. Si chacune revendique sa légitimité selon un cadre juridique historiquement déterminé (réforme agraire de 1953, CPE de 2009, « us et coutumes »), le sentiment de propriété sur les ressources provient aussi de pratiques et de savoirs dans la construction et la gestion des infrastructures : construction et entretien des barrages, des canaux, etc. Sarah Thompson Hines [2015] évoque une « société hydraulique populaire » qui émerge dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle :

« Les groupes populaires urbains et ruraux ont pris le contrôle des principales sources d'eau régionales et sont devenus des experts hydrauliques à part entière en travaillant ou en confrontant directement les riches propriétaires d'eau, l'État et les organisations financières internationales. Les formes communales locales de gestion de l'eau ont non seulement « persisté » dans la période moderne ; elles ont grandi, se sont

7. Il existe également un mode de captation de la ressource hydrique par les nappes phréatiques dans certains quartiers de l'aire métropolitaine de Cochabamba, que nous ne prenons pas en compte ici, car il ne fut pas l'objet de notre enquête de 2018.

renforcées, adaptées aux nouvelles circonstances, et sont devenues assez puissantes pour façonner et frustrer les plans des ingénieurs, des banquiers et des présidents» [Thompson Hines, 2015, p. 7].

Notre enquête de 2018 à Sacaba a révélé également l'aspect émotionnel de l'investissement communautaire et l'aspect affectif de l'infrastructure hydrique. Les travaux d'entretien de ces infrastructures, collectifs et obligatoires, sont les éléments les plus visibles de l'identité du groupe et sont accompagnés de rituels, de fêtes et de travaux collectifs (nettoyage du canal)<sup>8</sup>. Plusieurs membres historiques de coopératives urbaines indiquent avoir construit leur système d'approvisionnement et l'avoir fait grandir «comme un enfant» (entretiens personnels, Sacaba, 2018). Ce travail communautaire prend même des allures de sacrifice, dans le cas de l'un des comités de l'eau étudié, lorsque l'un de ses membres fondateurs décède en 2017 lors d'un travail d'inspection dans les montagnes pour contrôler le réseau<sup>9</sup>. Cette émotion repose sur une histoire particulière du rapport à l'eau et des compétences acquises en ce domaine.

Nous pouvons distinguer deux types de savoir. Un «savoir local» qui renvoie à la connaissance des zones d'altitude, des sources d'eau, des habitants des communautés d'altitude et de leur langue (le quechua) pour établir les «us et coutumes». À ce «savoir local» historique, s'ajoute un «savoir professionnel»: beaucoup des cadres des coopératives d'eau travaillent dans la construction ou auprès d'ONG, ce qui leur a apporté une connaissance technique et un réseau de d'interconnaissances. Ce dernier a permis à certaines associations d'irrigants et coopératives urbaines de chercher des soutiens financiers et techniques extérieurs (ONG, coopération internationale), tout en maintenant leur autonomie et en valorisant leurs propres savoirs locaux et professionnels qui leur offrent un avantage sur les techniciens étatiques et municipaux jugés «incompétents». Comme l'indique le président d'un comité de l'eau d'un quartier urbain, par ailleurs paysan irrigant :

---

8. Cet aspect a aussi été rencontré dans une coopérative de La Paz dans laquelle durant une année, les habitants se retrouvent tous les dimanches pour construire le réseau d'eau potable sur huit kilomètres, dans un travail encore qualifié de véritable «sacrifice» par les anciens dirigeants. Chaque habitant devait apporter personnellement dix sacs de ciment, le reste du matériel (sable, eau, pierres) était trouvé sur place. Malgré la pénibilité du travail, celui-ci reste néanmoins dans les mémoires comme une fête: «Les dimanches seulement nous travaillions. En haut [aux sources d'eau], il n'y avait rien, nous montions en camion tous les dimanches! Nous avons loué un camion, nous travaillions avec nos propres mains, avec de la musique, des camions avec des drapeaux. Nous montions comme pour aller à la guerre! Nous arrivions dans l'après-midi, puis nous commençons à travailler. À deux heures, nous déjeunions, chacun avec son repas, groupe par groupe, de bons repas [...] C'était très beau! Et nous avons ri! Et nous avons très bien travaillé!» (dirigeant historique d'une coopérative d'eau à La Paz).

9. Les membres du comité se sont alors cotisés pour apporter 40 000 *bolivianos* à sa famille en dédommagement.





«Il y a beaucoup de sources dans la chaîne de montagnes. Nous avons parcouru toute la zone, nous les avons cherchées, nous sommes passés par la rivière et finalement nous avons trouvé les sources. En tant que fondateurs de la coopérative, nous connaissons toutes les rivières, nous avons examiné toutes les sources. [...] La mairie de Sacaba ne sait pas comment gérer les eaux, [...] ce n'est que de la pure théorie, dans la pratique, zéro. Le maire lui-même n'a pas cette capacité, cette connaissance de l'eau, de l'eau potable, car [à la mairie] ils n'ont pas cette vision de l'avenir» (président d'un comité d'eau potable, Sacaba, février 2018).

PHOTO 2. INFRASTRUCTURE D'IRRIGATION SABOTÉE PAR DES COMMUNAUTÉS D'ALTITUDE  
AFIN D'EMPÊCHER LE FLUX DE L'EAU VERS LES VALLÉES DES IRRIGANTS



*Photo de l'auteur, Sacaba, 2018.*

L'eau porte ainsi une dimension matérielle (droits, infrastructures) et symbolique (identité, rituelle) politiquement efficace, comme durant la «guerre de l'eau» de 2000 contre la privatisation de la ressource. Mais génère socialement des exclusions et des conflits (photo 2) – parfois meurtriers – entre groupes distincts pour le contrôle de la ressource et de son flux [Perreault, 2008, p. 1066]. Des formes de monétarisation de la ressource sont apparues lors du passage d'un usage à un autre (de l'irrigation à l'eau potable), si bien que le contrôle des flux hydriques offre des avantages économiques et politiques importants sur les concurrents, accompagnés parfois de logiques immobilières du fait que l'amélioration du réseau de distribution urbain accentue les spéculations foncières [Poupeau et

al., 2019, p. 104]. De plus, le réchauffement climatique offre de nouvelles perspectives agricoles en altitude, si bien que les communautés indigènes ne sont plus aussi passives dans leur négociation avec les paysans irrigants et les secteurs urbains. Ces concurrences entre formes d'auto-organisation expliquent le fait qu'il n'existe actuellement aucune loi de l'Eau au niveau national, le gouvernement d'Evo Morales n'étant pas parvenu à réunir les différents acteurs dans un projet commun.

## Infrastructures et extractivisme organique

Comme nous l'avons montré, les ressources minières et hydriques ont généré des systèmes sociotechniques autogérés, du fait d'une absence relative de l'État. Ces infrastructures reposent sur des savoirs et des pratiques anciennes qui ont permis aux populations de construire leur expertise et leur légitimité. Les infrastructures créent ainsi des « communautés de pratiques » autour d'une culture collaborative et organisationnelle, de formes d'apprentissage, de normes et d'une identité partagée [Star & Ruhleder, 2010]. Ces communautés redéfinissent à leur tour les formes de politisation et les rapports à l'environnement. Elles sont à la base de l'extractivisme organique et doivent être analysées dans une dynamique relationnelle qui permet d'étudier l'ensemble des groupes qui interagissent et y débattent, construisent leurs vécus et y projettent leurs aspirations [Star, 1999]. Lorsque ces infrastructures sont défaillantes, de nouvelles compétitions émergent néanmoins, notamment depuis le « retour de l'État » sous la présidence d'Evo Morales.

### L'infrastructure comme enjeu de luttes

Le suivi des activités minières dans la région du Nord Potosí révèle les frustrations des organisations minières. Du côté du secteur étatique de la Comibol, à Mallku Khota, la centaine de mineurs reste dans l'attente que la phase de production soit lancée. De 2012 à 2018, le gouvernement a dépensé 50 millions de *bolivianos* (bs) en salaire aux 115 travailleurs pour un simple travail de « maintenance et de nettoyage » (*Página Siete*, 6 décembre 2018). Des entretiens réalisés en novembre 2018 auprès d'habitants des communautés proches de Mallku Khota, ont révélé que ceux-ci espèrent aujourd'hui l'arrivée d'une entreprise privée qui pourrait enfin lancer la phase d'exploitation et répondre aux promesses en termes de développement et d'emplois. En 2018 et 2019, ce sont les mineurs de la mine de Amayapampa qui se sont mobilisés jusqu'à La Paz pour demander un investissement de 400 millions de bs au gouvernement pour améliorer les conditions d'extraction de l'or (*La Razón*, 12 août 2019). Enfin, du côté des coopérativistes, la solution au manque d'innovation passe aussi par l'investissement privé, du fait de l'incapacité de l'État à renforcer le poids de la Comibol.



Des contrats ont ainsi été signés entre coopératives et entreprises privées, dont le plus important fut ceux sur le Cerro Rico de Potosí, en 1989 [Flores Castro, 2019, p. 87]. Dans le Nord Potosí, de tels contrats ont été imaginés avec deux entreprises chinoise et brésilienne face à l'absence d'investissement de l'État pour surmonter les obstacles technologiques [Marston Kennemore, 2018, p. 10]. Ces contrats ont été la source d'un scandale national quand ils ont été reconnus par la loi Minière de 2014 (article 151), du fait qu'ils offraient aux multinationales la possibilité d'accéder à certains gisements en étant exemptées de normes de travail et de normes environnementales en bénéficiant du « caractère social » des coopératives [Le Gouill, 2016]. Si cet article a été supprimé de la loi, l'espoir du développement grâce au secteur privé reste de rigueur :

« [Le gouvernement] ne veut rien savoir, ils sont incapables ! [...] Pour moi, le mieux serait qu'arrive une entreprise privée, avec une mine à ciel ouvert. Imagine la quantité que l'on pourrait extraire, on pourrait construire une usine très grande avec tout ce que l'on aura extrait. Regarde tout ce minéral ! [...] La Comibol n'apporte pas de technologie, il faut une entreprise privée, c'est la seule solution, une mine à ciel ouvert comme à Inti Raymi » (travailleur coopérativiste, entretien personnel, Lallagua, 2018).

Tout comme les mines, nos différents cas d'étude à Cochabamba ont montré une détérioration des systèmes autogérés d'eau potable et d'irrigation. L'auto-organisation de la ressource avait été pensée pour un petit groupe de bénéficiaires sans anticiper la future croissance urbaine, ce qui a généré des exclusions et des tensions avec les nouveaux arrivants. L'arrivée de nouveaux membres ne partageant pas les mêmes valeurs et n'ayant pas participé à la création de l'infrastructure est souvent un frein à la bonne cohésion interne au groupe. De plus, le coût peu élevé de la ressource n'a pas favorisé les bonnes pratiques et n'a pas toujours permis d'établir des réserves financières en vue de la rénovation de l'infrastructure, dont certaines ont presque doublé la durée de vie initiale de vingt ans. Dans ce contexte, accompagné d'une sécheresse toujours plus accrue entraînant des pénuries en eau, le « retour de l'État » sur les questions hydriques depuis l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales s'est accompagné de plusieurs programmes à destination des communautés rurales et des quartiers urbains, notamment les programmes *Mi Agua et Mi Riego*<sup>10</sup> destinés à accélérer l'accès à l'eau potable et à développer la capacité productive agricole paysanne à travers des systèmes d'irrigation. De plus, ont émergé dans les vallées de Cochabamba quatre méga-projets d'eau pour la consommation et l'irrigation. Les différentes organisations

10. De 2011 à 2017, ces programmes auraient concerné 335 municipalités, engendré 1 829 projets d'eau potable et 949 projets d'irrigation, auraient bénéficié près de 400 000 familles et permis d'étendre la frontière agricole de 42 000 hectares (selon des chiffres fournis par le ministère de l'Environnement et de l'Eau – MMAyA).

sociales en concurrence pour le contrôle de la ressource hydrique (coopératives urbaines, irrigants et communautés d'altitude) ont profité des concurrences entre niveaux étatiques (État central, département, municipalités) pour chercher à intégrer ces projets, tout en essayant de maintenir une autonomie organisationnelle. Parmi ces derniers, celui de Misicuni est le plus ambitieux. Il s'agit d'un projet « multifonctionnel » permettant à la fois de fournir de l'eau pour la consommation humaine, pour l'irrigation, pour générer de l'électricité et pour développer l'industrie. Proposé pour la première fois en 1944 par la ville de Cochabamba, puis par la Banque mondiale et par la Banque interaméricaine de développement dans les années 1960-1970, le projet Misicuni s'est peu à peu imposé dans l'imaginaire de la population de Cochabamba, jusqu'à être revendiqué par les organisations hydriques pour concurrencer le projet de privatisation lors de la « guerre de l'eau » de 2000 [Thompson Hines, 2015]. Misicuni voit finalement le jour sous l'impulsion du gouvernement Morales, non sans générer des tensions, ni diviser la population. Certaines communautés indigènes d'altitude critiquent l'absence de « consultation » établie par la loi bolivienne et les normes internationales, le déplacement de communautés et la faiblesse des compensations financières, l'impact des infrastructures sur les territoires traversés, les pertes de superficie agricole et ses possibles impacts environnementaux [Regalsky, 2015]. Plusieurs coopératives et associations d'irrigants voient également dans ce projet une volonté de cooptation des systèmes communautaires par l'État ou la source de nouvelles concurrences entre secteurs en conflits. Mais pour d'autres, le projet Misicuni offre également une possibilité de faire face à la crise actuelle, traversée par les petits systèmes autogérés.

Du fait de leurs poids économique et politique, les organisations minières et hydriques ne sont pas exemptées d'irrégularités internes, de cas de corruption et de formes de monétarisation des ressources (entre organisations concurrentes dans le cas de l'eau, avec des multinationales dans le cas des coopératives minières). C'est dans ce cadre que l'arrivée de l'État peut être perçue comme une solution de pacification de certains conflits et la source d'un meilleur approvisionnement sur la question hydrique ; alors que la mauvaise gestion de la Comibol conduit davantage les coopératives minières vers le secteur privé.

## **Les mécanismes de production de l'extractivisme organique**

En Bolivie, l'exploitation des ressources ne dépend ainsi pas tant des droits de propriétés que des pratiques et des savoirs qui en donnent l'accès. Bien qu'elles aient généré des formes d'auto-organisation, l'État ne reste pas moins le propriétaire de ces ressources, si bien que les tensions tournent davantage pour y avoir « accès », c'est-à-dire pour avoir « la capacité à tirer des avantages des choses », et non pas uniquement sur la propriété et le sentiment de propriété (comme « droit à bénéficier des choses ») [Ribot & Peluso, 2003, p. 153-154]. Sur la thématique



hydrique par exemple, « les revendications des droits coutumiers étaient fondées sur l'héritage des investissements communautaires dans les systèmes d'irrigation » [Thompson Hines, 2015, p. 208]. Dans le cas des mines, l'une des principales revendications des coopératives a été d'obtenir le contrôle des anciennes infrastructures de la Comibol pour poursuivre l'activité, même si, avec le temps, celles-ci se sont avérées peu adaptées à l'épuisement des ressources. Dans les deux cas, il s'agit pour chaque organisation de faire valoir sa légitimité au niveau local, ainsi que de redéfinir les territoires selon ses propres représentations et mémoires pour que celui-ci soit reconnu selon leurs intérêts corporatistes et leur identité. Que ce soit sur la question minière ou hydrique, chaque groupe agit ainsi comme un « groupe d'intérêt » [Offerlé, 1998] visant à imposer ses normes et pratiques aux autres ainsi qu'à reproduire son organisation dans le temps.

À la question des droits de propriété, centrale dans l'analyse des formes d'appropriation de la nature [Graber & Locher, 2018], il s'agit ainsi de prendre en compte les relations de pouvoir affectant les mécanismes d'« accès » aux ressources [Ribot & Peluso, 2003]. Les facteurs déterminant cet accès, définis par Ribot et Peluso, sont particulièrement éloquentes dans notre cas (voir tableau 1). Ils agissent comme des variables permettant d'analyser la robustesse des formes d'auto-organisation et la reproduction de leur corporatisme par le contrôle des infrastructures d'extraction.

TABLEAU 1. LES FACTEURS D'ACCÈS AUX RESSOURCES DE RIBOT ET PELUSO [2003]  
DANS LE CONTEXTE BOLIVIEN

Formes d'accès aux ressources	Coopératives minières du Nord Potosí	Auto-organisations de l'eau de Cochabamba
Technologies	Déficientes, héritées de la Comibol, faible capacité d'innovation	Techniques d'irrigation anciennes reconverties dans la distribution de l'eau potable avec l'urbanisation ; difficulté à renouveler le réseau
Capitaux	Déficient	Déficient
Marché	Intégration aux marges dans la vente des minerais à des intermédiaires ; parfois sous-traitance avec les multinationales qui peut diminuer la légitimité de l'accès aux ressources	Marchandisation de l'eau dans certains cas, pratique illégale qui peut diminuer la légitimité de l'accès aux ressources
Main-d'œuvre	Autogestion mais fortes hiérarchies internes ; capacité à intégrer des acteurs d'autres organisations (paysans-indigènes) qui permettent de créer de nouvelles alliances	Travaux collectifs obligatoires et ritualisés ; faible capacité à générer de l'emploi ; l'extension du réseau peut générer des conflits en absorbant de nouveaux membres peu formés et peu socialisés aux pratiques et savoirs organisationnels
Savoir	Savoirs d'extraction mais aussi croyances et idéologie propres au monde des mines	« Savoirs populaires de l'eau » et savoirs professionnels
Autorité	Reconnue par l'État, poids politique important, démocratie organique	Reconnue par l'État, poids politique important, démocratie organique

Formes d'accès aux ressources	Coopératives minières du Nord Potosí	Auto-organisations de l'eau de Cochabamba
Identité sociale	Très forte, structure l'organisation et la mémoire locale	Très forte, structure l'organisation et/ou le quartier et la mémoire locale.
Relations sociales	Nombreuses grâce au poids économique de l'activité minière au niveau local et à la multi-positionnalité des acteurs ; externalités négatives (pollution) ne génèrent que peu de contestation au niveau local, mais davantage en ville et à l'international ; liens avec multinationales	Nombreuses du fait de l'importance de l'eau pour les populations ; liens entre organisations sociales selon « us et coutumes » ; liens accrus avec l'État

Dans le cas des formes d'auto-organisation étudiées, si l'*identité du groupe* est fondamentale dans la production des mémoires et des économies locales, les défaillances des autres mécanismes d'accès peuvent causer une perte de légitimité de l'organisation elle-même. Ainsi, si ces formes d'auto-organisation se sont construites historiquement du fait d'une absence de l'État, elles n'en restent pas moins dépendantes des soubresauts historiques, dont la victoire d'Evo Morales en 2005 marque un nouveau tournant. Dans le cas des ressources hydriques, nous pouvons faire une comparaison entre la réforme agraire (1953) et la NCPE (2009). Alors que dans les deux cas, l'État est le propriétaire des ressources en eau, le sentiment de propriété est présent dans le premier chez les paysans irrigants (confirmé dans un cadre légal), et dans le second chez les communautés d'altitude. Les critiques actuellement émises par ces premiers envers les seconds sont ainsi à resituer dans une perspective historique ainsi qu'un sentiment de revanche des communautés d'altitude envers les irrigants, qui avaient été les principaux privilégiés de la réforme agraire. Dans le cas des mines, la Révolution de 1952 avait généré le mythe de la nationalisation, mais la privatisation du secteur, en 1985, a offert un nouveau poids aux coopératives dont les membres ne luttent plus aujourd'hui uniquement pour le développement national du pays, comme autrefois, mais davantage pour leurs intérêts corporatistes, soutenus dans un premier temps par la NCPE, puis mis à mal par les réformes suivantes [Lacroix & Le Gouill, 2019, p. 103-104]. Chaque processus révolutionnaire conduit ainsi à une redéfinition des droits, des sentiments de propriété et des mécanismes d'accès aux ressources. À la perte de légitimité d'une organisation, peut venir s'ajouter l'émergence de groupes concurrents, dont l'identité acquiert un nouveau statut, comme le montrent clairement en Bolivie les communautés indigènes qui viennent concurrencer certaines organisations minières (Uncia, Mallku Khota) ou la distribution historique de la ressource hydrique entre paysans irrigants et populations urbaines. Le « processus de changement » initié par Evo Morales bouleverse ainsi une nouvelle fois les équilibres, accentué par l'arrivée d'un nouveau concurrent dans la distribution des ressources et du pouvoir : l'État.





## Conclusion

L'extractivisme organique en Bolivie est étroitement associé aux savoirs et aux pratiques historiques des groupes populaires. Ceux-ci produisent des « communautés de pratiques » autour d'une culture collaborative, politique et organisationnelle [Star & Ruhleder, 2010], qui ne visent dès lors plus uniquement à extraire les ressources mais également à reproduire le groupe social lui-même, en délégitimer tout autre prétendant aux ressources. Que ce soit sur le thème de l'eau ou des minerais, les mêmes arguments sont ainsi mobilisés pour délégitimer la politique du gouvernement Morales : il serait dirigé par des « incapables » n'ayant pas les connaissances techniques pour exploiter convenablement la ressource. Cependant, dans le cas de l'eau, il est plus facile pour certaines organisations de défendre les formes d'auto-organisation du fait de l'expertise hydraulique populaire acquise depuis des décennies. Sur le thème minier, au contraire, le besoin de technologie amène les différents secteurs à se tourner davantage vers le privé pour faire face au déficit d'innovation. Pour gagner en légitimité, l'État doit alors valoriser une expertise et un capital technique que ne peuvent promouvoir les organisations sociales [Le Gouill *et al.*, 2020], même si, par le passé, ces mêmes organisations ont pu en appeler à une « expertise populaire » pour le concurrencer [Thompson Hines, 2015] ou s'y opposer [Nash, 1979].

L'approche que nous avons proposée par la description de cet extractivisme organique permet de renouveler les études classiques sur les tensions entre autonomie des organisations sociales et État en Bolivie. Réunissant à la fois le social, le matériel et le symbolique, cet extractivisme organique fait des ressources naturelles un enjeu de lutte, non pas pour la propriété mais pour leurs accès et la capacité des organisations sociales à en tirer des avantages, desquels dépend non seulement la reproduction de leurs membres mais de l'organisation elle-même. Alors que les organisations sociales boliviennes s'étaient forgé l'image de la défense des « communs » lors de la « guerre de l'eau » de Cochabamba, en 2000, ou de la lutte contre la néo-libéralisation et la privatisation des ressources lors de la « guerre du gaz » de 2003, le « processus de changement » actuel les conduit davantage vers une lutte pour la défense de leurs propres intérêts, du fait que l'absence d'État qui avait permis leur émergence et offert leur légitimité est mise à mal par le « retour de l'État » sous la présidence d'Evo Morales. Cette fragmentation du monde social bolivien, même parmi les classes les plus populaires, explique la complexité des jeux d'alliances entre organisations sociales (entretenues par la multi-positionnalité de leurs membres) et les défiances envers le gouvernement. Elle peut néanmoins être parfois dépassée dès lors qu'un ennemi commun se présente, que ce soit le néolibéralisme dans les années 1990-2000 ou la défense de la démocratie à la suite des élections controversées de 2019.



## BIBLIOGRAPHIE

- ABSI Pascale, 2003, *Les ministres du Diable. Le travail et ses représentations dans les mines de Potosí*, Paris, L'Harmattan.
- ABSI Pascale, 2011, « De Kajchas a Cooperativistas: Historia de una relación con el trabajo, la tierra y el Estado », *El Juguete Rabioso*, n° 163, p. 6-7.
- ACOSTA Alberto, 2013, « Extractivism and Neoextractivism. Two Sides of the Same Curse », dans Miriam LANG & Dunia MOKRANI (dir.), *Beyond Development. Alternative Visions from Latin America*, Quito, Transnational Institute/Rosa Luxemburg Foundation.
- BOELEN Rutgerd, 2009, « Aguas diversas. Derechos de agua y pluralidad legal en las comunidades andinas », *Anuario de Estudios Americanos*, n° 66, p. 23-55.
- CRABTREE John & CHAPLIN Ann, 2013, *Bolivia: procesos de cambio*, La Paz, PIEB, Cedla, Oxfam.
- DO ALTO Hervé, 2008, « El MAS-IPSP boliviano, entre movimiento social y partido político », *Análisis Político*, n° 62, p. 25-43.
- DO ALTO Hervé, 2018, « Evo Morales aux prises avec... ses soutiens », *Le Monde diplomatique*, n° 773, p. 6-7.
- DURÁN Alfredo, 2016, « Gestión del conocimiento de las aguas subterráneas. Aportes a su gobernanza », *Decursos. Revista de Ciencias Sociales*, n° 32-33, p. 99-126.
- FRANCESCONI Kirsten & DIAZ Vladimir, 2013, « Cooperativas Mineras. Entre socios, patronos y peones », *Petropress*, n° 30, p. 34-41.
- FLORES CASTRO Franz, 2019, « Estado, capitalismo e indios: los kajchas (cooperativistas) mineros en Potosí », *Investigación & Negocios*, n° 83, p. 83-89.
- GODOY Ricardo, 1990, *Mining and agriculture in highland Bolivia: ecology, history, and commerce among the Jukumanis*, Tucson, University of Arizona Press.
- GRABER Frédéric & LOCHER Fabien, 2018, *Posséder la nature. Environnement et propriété dans l'histoire*, Paris, Éditions Amsterdam.
- GUDYNAS Eduardo, 2009, « Diez tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo. Contextos y demandas bajo el progresismo sudamericano actual », dans Jürgen SCHULDT et al. (dir.), *Extractivismo, Política y Sociedad*, Quito, Centro Andino de Acción Popular/Centro Latinoamericano de Ecología Social.
- LACROIX Laurent & LE GOUILL Claude, 2019, *Le processus de changement en Bolivie. La politique d'Evo Morales*, Paris, Éditions de l'IHEAL.
- LAVAUD Jean-Pierre, 1991, *L'instabilité politique de l'Amérique latine: le cas de la Bolivie*, Paris, L'Harmattan.
- LARSON Brooke, 1992, *Colonialismo y transformación agraria en Bolivia. Cochabamba, 1500-1900*, La Paz, Ceres, Hisbol.
- LARKIN Brian, 2013, « The Politics and Poetics of Infrastructure », *Annual Review of Anthropology*, n° 42, p. 327-343.
- LE GOUILL Claude, 2015, « Les savoirs du poncho et de la cravate. Formations politiques et émergence des leaders indigènes en Bolivie », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n° 14, p. 165-186.
- LE GOUILL Claude, 2016, « Imaginaires miniers et conflits sociaux en Bolivie. Une approche multi-niveaux du conflit de Mallku Khota », *Cahiers des Amériques latines*, n° 82, p. 49-69.
- LE GOUILL Claude, CORTINAS Joan & POUPEAU Franck, 2020, « L'État et la gestion de l'eau en Bolivie. Les coalitions de politiques hydriques lors des coupures d'eau de 2016 à La Paz (Bolivie) », *Politix*, vol. 32, n° 127, p. 135-159.
- MARSTON Andrea & PERREAULT Tom, 2017, « Consent, coercion and cooperativismo: Mining cooperatives and resource regimes in Bolivia », *Environment and Planning*, vol. 49, n° 2, p. 252-272.
- MARSTON Andrea & KENNEMORE Amy, 2019, « Extraction, Revolution, Plurinationalism. Rethinking



Extractivism from Bolivia», *Latin American Perspectives*, vol. 20, n° 30, p. 1-20.

- MAZUREK Hubert & ARREGHINI Louis, 2006, « Structuration des territoires et logiques divergentes de l'économie bolivienne », *Espaces et sociétés*, n° 124-125, p. 73-91.
- MICHARD Jocelyn, 2008, *Cooperativas mineras en Bolivia. Formas de organización, producción y comercialización*, Cochabamba, Cedib.
- NASH June, 1979, *We Eat the Mines and the Mines Eat Us: Dependency and Exploitation in Bolivian Tin Mines*, New York, Columbia University Press.
- OFFERLÉ Michel, 1998, *Sociologie des groupes d'intérêts*, Paris, Éditions Montchrétien.
- PERRIER BRUSLÉ Laetitia, 2015, « Géopolitique de la régulation des ressources naturelles en Bolivie. Le retour de l'État face aux nouveaux acteurs de la gouvernance environnementale », dans Marie REDON, Magrin GÉRAUD, Emmanuel CHAUVIN, Laetitia PERRIER BRUSLÉ & Émilie LAVIE (dir.), *Ressources mondialisées. Essais de géographie politique*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- OPORTO Henry, 2013, « ¿La nacionalización minera? Entre el mito y el desencanto », dans Henry OPORTO, Jorge ESPINOZA, Rubén FERRUFINO, Dionisio GARZON & Hector CORDOVA (dir.), *¿De vuelta al Estado minero?*, La Paz, Fundación Vicente Pazos Kanki, Foro Minero.
- PERREAULT Tom, 2008, « Custom and Contradiction: Rural Water Governance and the Politics of Usos y Costumbres in Bolivia's Irrigators' Movement », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 98, n° 4, p. 834-854.
- PERREAULT Tom, 2013, « Dispossession by Accumulation? Mining, Water and the Nature of Enclosure on the Bolivian Altiplano », *Antipode*, n° 5, p. 1050-1069.
- POUPEAU Franck, 2011, « "L'eau de la Pachamama". Commentaires sur l'idée d'indigénisation de la modernité », *L'Homme*, n° 198-199, p. 247-276.
- POUPEAU Franck, LE GOUILL Claude, FONSECA Andrés & PÉREZ Marcelo, 2019, *Territoires de l'eau et communs en Bolivie. Les cas de la zone de desserte Hampaturí (zone sud de La Paz) et de Sacaba (Cochabamba)*, Note technique de l'Agence française du développement (AFD), disponible sur : <https://www.afd.fr/fr/nt-45-eau-communs-bolivie-botton>
- REGALSKY Pablo, 2015, « El Proyecto Misicuni y la territorialidad originaria (TCO) de Ayopaya. Agua para Cochabamba... y ¿quién tiene el agua? », dans FUNDACION TIERRA, *La Problemática de la Tierra a 18 años de la Ley Inra*, La Paz, Fundación Tierra.
- RIBOT Jesse & LEE PELUSO Nancy, 2003, « A Theory of Access », *Rural Sociology*, n° 68, p. 153-181
- STAR Leigh Susan & RUHLER Karen, 2010, « Vers une écologie de l'infrastructure. Conception et accès aux grands espaces d'information », *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 4, n° 1, p. 114-161.
- STAR Leigh Susan, 1999, « The Ethnography of Infrastructure », *American Behavioral Scientist*, vol. 43, n° 3, p. 377-391.
- THOMPSON HINES Sarah, 2015, *Dividing the Waters: How Power, Property and Protest Transformed the Waterscape of Cochabamba, Bolivia, 1879-2000*, PhD dissertation, University of California, Berkeley.
- ULLOA Astrid, 2007, « La articulación de los pueblos indígenas en Colombia con los discursos ambientales, locales, nacionales y globales », dans Marisol DE LA CADENA (dir.), *Formaciones de indianidad. Articulaciones raciales, mestizaje y nación en América Latina*, Envión, Popayán.
- ZEGADA Alejandro & BUSTAMANTE Rocio, 2016, « Injusticia hídrica: dualidades en el acceso al agua en la ciudad de Cochabamba », *Decursos. Revista de Ciencias Sociales*, n° 32-33, p. 127-144.

---

## RÉSUMÉ

L'EXTRACTIVISME ORGANIQUE EN BOLIVIE. DE LA LUTTE CONTRE LE NÉO-LIBÉRALISME AUX LUTTES POUR L'ACCÈS AUX RESSOURCES NATURELLES

En Bolivie, le « retour de l'État » sous la présidence d'Evo Morales s'est heurté aux formes d'auto-organisation des ressources naturelles, notamment minières et hydriques. Celles-ci reposent sur un ensemble de savoirs, de pratiques et d'infrastructures à l'origine de l'« extractivisme organique », que nous définissons comme les revendications souverainistes portées par les organisations sociales sur les ressources naturelles. Par l'introduction de ce concept, nous souhaitons montrer que les difficultés de gestion du gouvernement sur le thème des ressources naturelles ne proviennent pas tant des incohérences du gouvernement que des dynamiques et stratégies de résistance des organisations sociales aux projets étatiques. Le principal changement qu'a connu la société bolivienne avec la victoire d'Evo Morales est ainsi le passage d'un front commun des organisations sociales contre le dénommé « néolibéralisme » à une lutte interne entre celles-ci pour le contrôle des ressources naturelles.

---

## RESUMEN

EL EXTRACTIVISMO ORGANICO EN BOLIVIA. DE LA LUCHA CONTRA EL NEOLIBERALISMO A LAS LUCHAS POR EL ACCESO A LOS RECURSOS NATURALES

En Bolivia, el “retorno del Estado” bajo la presidencia de Evo Morales chocó con formas de autoorganización de los recursos naturales, sobre todo de la minería y el agua. Éstas se sustentan en un conjunto de conocimientos, prácticas e infraestructuras, que constituyen el “extractivismo organico”, que definimos como los reclamos de soberanía de las organizaciones sociales sobre los recursos naturales. Al introducir este concepto, queremos mostrar que las dificultades de la gestión gubernamental en materia de recursos naturales no surgen tanto de las inconsistencias del gobierno, sino más bien de las dinámicas y estrategias de resistencia de las organizaciones sociales a los proyectos estatales. El principal cambio que vivió la sociedad boliviana con el triunfo de Evo Morales ha sido el paso de un frente común de organizaciones sociales contra el llamado “neoliberalismo” hacia una lucha interna entre ellas por el control de los recursos naturales.

---

## ABSTRACT

ORGANIC EXTRACTIVISM IN BOLIVIA. FROM THE FIGHT AGAINST NEOLIBERALISM TO THE STRUGGLES FOR ACCESS TO NATURAL RESOURCES

In Bolivia, the «return of the state» under the presidency of Evo Morales was confronted with forms of self-organization of natural resources, notably mining and water. They were based on a body of knowledge, practices and infrastructure at the origin of «organic extractivism» which we define as the sovereignist claims made by social organizations over natural resources. By introducing this concept, we wish to show that the difficulties of government management with regard to natural resources do not so much arise from inconsistencies in government as from the dynamics and strategies of resistance of social organizations to state projects. The main change that Bolivian society experienced with the victory of Evo Morales was thus the shift from a common front of social organizations against so-called «neoliberalism» to an internal struggle between them for the control of natural resources.

*Texte reçu le 3 novembre 2020, accepté le 7 janvier 2021*

**MOTS-CLÉS**

- Bolivie
- ressources naturelles
- mines
- eau
- infrastructures

**PALABRAS CLAVE**

- Bolivia
- recursos naturales
- minas
- agua
- infraestructuras

**KEYWORDS**

- Bolivia
- natural resources
- mines
- water
- infrastructure